

# Marie-Thérèse Join-Lambert, une grande dame du social

Figure incontournable de la protection sociale française et de l'Uniopss, Marie-Thérèse Join-Lambert a disparu le 22 mars. Tout au long de sa carrière, elle n'aura cessé de dresser des passerelles entre l'État et le monde de la solidarité.

Le 22 mars dernier, Marie-Thérèse Join-Lambert s'est éteinte. Son héritage est immense, tant dans le domaine de l'action publique que dans celui de la solidarité. Deux univers qu'elle n'a cessé de faire dialoguer tout au long de sa très riche carrière. Celle qui sera, de l'avis de bien des personnalités politiques de notre pays, l'une des plus grandes spécialistes de la question sociale, est née à Paris le 1<sup>er</sup> octobre 1936. Après des études à Sciences-po Paris, elle épouse Christian Join-Lambert, magistrat à la Cour des comptes. Après un bref séjour en Algérie où elle accompagne son mari lors de son service militaire et durant lequel, elle travaille dans un atelier d'études sociales, sa carrière publique prend une toute autre ampleur. Chargée de mission au Commissariat général du Plan, elle rapporte les travaux du VI<sup>e</sup> plan (1971-1975) sur l'emploi. C'est à cette époque qu'elle collabore avec Jacques Delors. Entre 1974 et 1977, elle devient directrice des études à l'Agence nationale pour l'emploi avant de devenir conseillère technique chargée de l'emploi et des salaires au cabinet de Pierre Mauroy. Cheffe de service des affaires sociales au Commissariat général du Plan, elle est nommée, en 1985, inspectrice générale des affaires sociales.

Proche de la deuxième gauche et de la doctrine de la CFDT, Marie-Thérèse Join-Lambert n'a jamais vraiment été une militante politique, préfé-

rant au verbe haut, la réalité des dossiers. En mai 1988, elle est choisie par Jean-Paul Huchon, alors directeur de cabinet de Michel Rocard, pour devenir conseillère sociale du Premier ministre. C'est à partir de cette date qu'elle va s'atteler en toute discrétion à sa plus grande œuvre : la création, entre 1988 et 1990, du revenu minimum d'insertion (RMI). Selon Hugues Feltesse, ancien directeur général de l'Uniopss, la création de cette nouvelle prestation a représenté un tournant majeur. « Avant cette réforme, seules les familles les plus modestes bénéficiaient de la protection sociale, mais les personnes seules et isolées ne pouvaient compter que sur la charité. Avec le RMI, elles ont enfin pu bénéficier d'une prise en charge ».

## Démocratie sociale

En février 1990, elle est la seule femme à siéger au Haut conseil à l'intégration. Elle y restera jusqu'en 1997. Convaincue que les questions du travail et des droits sont intimement liées, elle défendra l'idée d'une sécurité sociale professionnelle, tendant à assurer une continuité des droits à travers la discontinuité des parcours. Mais il serait faux de limiter l'action de Marie-Thérèse Join-Lambert à la sphère publique. Longtemps enseignante, elle a eu maintes fois l'occasion de transmettre sa vision des politiques sociales auprès de futurs professionnels du secteur. Dans cette optique, elle publie en 1994

un ouvrage qui fera date : *Politiques Sociales*. Actuellement professeure de sociologie et directrice de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales (Université Paris Dauphine-PSL), Dominique Méda a eu l'occasion de participer à ces riches travaux. « Il s'agit d'un ouvrage majeur qui, pour la première fois, propose une vision très globale de la protection sociale depuis son origine, en évoquant tous les secteurs concernés, mais en donnant également une vision prospective de l'avenir de ces politiques. »

Dominique Méda garde de cette collaboration un souvenir ému, mais aussi certaines valeurs qu'elle n'a pas oubliées. « Quand je l'ai rencontrée, je sortais de l'ENA et j'étais convaincue de la toute-puissance de l'État, mais elle m'a appris l'importance du dialogue avec les partenaires sociaux pour construire une démocratie sociale ambitieuse. Ce qui était marquant chez elle, c'est son esprit d'ouverture. Malgré le fait qu'elle avait occupé de très hautes fonctions, elle était capable de dialoguer avec des interlocuteurs très différents. » En janvier 1998, elle assure le suivi des cellules d'urgence pour les chômeurs les plus démunis et rédige un rapport sur les minimas sociaux qui sera le socle de la future loi contre l'exclusion. En 1999, Marie-Thérèse Join-Lambert devient la première présidente de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, une



© Michel Gangne

1<sup>er</sup> octobre 1936

Marie-Thérèse Join-Lambert naît à Paris.

1<sup>er</sup> décembre 1988

Le RMI entre en vigueur.

22 mars 2023

Elle s'éteint à 86 ans.

fonction qu'elle assumera jusqu'en 2005. C'est cette somme de valeurs qui la conduit à prendre part aux travaux de l'Uniopss. Présidente de la Commission lutte contre les exclusions, elle deviendra la première présidente du Collectif ALERTE entre 2003 et 2006. « *J'ai eu l'occasion de côtoyer Marie-Thérèse Join-Lambert lorsqu'elle était présidente de la Commission de lutte contre les exclusions. C'était une dame d'une très grande intelligence, rigoureuse, mais également très ouverte. Elle croyait beaucoup en l'action de l'État, mais avec une très grande fibre sociale* », raconte Hugues Feltesse.

Durant cette période, son engagement à l'Uniopss ne cesse de prendre de l'ampleur puisqu'elle devient membre du Conseil de Recherche et Prospective (CRP) entre 2008 et 2014. Marie-Thérèse Join-Lambert contribue aux travaux du Conseil sur les politiques sociales, avec une réelle insistance sur le rôle à tenir par les associations de solidarité. Elle assure, dans cette perspective, le suivi scien-

tifique de l'ouvrage « *Faire société. Les associations de solidarités par temps de crise* » porté par le CRP de l'Uniopss sous la direction de Robert Lafore et publié en 2010.

### Passeur

Marie Thérèse Join Lambert contribue ainsi à la conception de la démarche prospective de l'Uniopss. Depuis sa mise en place, la mission de prospective cultive, selon les termes de Marie-Thérèse Join-Lambert, une fonction de passeur. « Celle-ci relève des passages entre l'analyse théorique du système social et la pratique terrain des réalités sociales, entre des segments de réforme et la compréhension globale des évolutions du modèle social, entre l'actualité vécue et les projets possibles pour l'avenir, mais aussi entre l'utopie, qui donne le souffle au projet, et l'action, à qui le projet donne sens. » Un passage remarqué au sein de l'Union, comme en témoigne Christine Chognot, responsable de la Mission de recherche et prospective de l'Uniopss et adjointe au directeur

général de l'Union, qui a travaillé à ses côtés. « *Elle était pour moi une grande dame, dont l'expertise ne s'affichait jamais de manière écrasante. Au contraire, elle savait pratiquer le dialogue, la synthèse fine de différents points de vue.* » Une opinion que partage Robert Lafore, président du CRP : « *Elle soulignait régulièrement l'importance de la concertation et de l'échange, avec un vrai souci de sortir par le haut de ces échanges qu'elle souhaitait constructifs.* »

Selon Alain Villez, président des Petits Frères des Pauvres, Marie-Thérèse Join-Lambert est incontestablement une illustre figure de l'action sociale en France. « *Elle défendait une vision transversale des politiques publiques, avec la nécessité de préserver de la proximité avec un important ancrage territorial. En ce sens, elle a contribué à largement enrichir la doctrine de l'Uniopss.* » ●

**Antoine Janbon**